

JAPON – NUCLEAIRE

Refroidir pour éviter la catastrophe nucléaire. Des nouvelles tentatives de refroidissement des réacteurs par eau de mer ont eu lieu ce jeudi matin. Quatre largages d'eau par hélicoptères ont été effectués sur les réacteurs 3 et 4, apparemment sans succès. Onze camions-citernes doivent intervenir dans l'après midi. En tout, 180 ouvriers travaillent encore sur le site. Tepco va tenter d'installer des lignes électriques pour relancer l'alimentation des systèmes de refroidissement des centrales, hors service depuis plusieurs jours. La piscine de stockage de combustible usé du réacteur 4 de la centrale de Fukushima-1 constitue désormais « *la principale préoccupation* », selon l'ASN. Selon le président de l'Autorité américaine de régulation nucléaire (NRC), les radiations sont « *extrêmement fortes* » sur ce réacteur et la piscine de stockage est vide, ce que démentent les Japonais. Alors que le Japon a décrété une évacuation dans une zone de 30 kilomètres autour de la centrale, les Etats-Unis ont recommandé une évacuation dans un périmètre de 80 kilomètres. Ils vont fournir des pompes à eau à haute pression aux autorités japonaises et ont déployé 14 navires, dont le porte-avions Ronald-Reagan.

Un nouveau bilan officiel s'élève à 5.178 morts et 8.606 disparus, mais les autorités s'attendent à un bilan bien plus lourd. Le maire d'Ishinomaki, ville proche de Sendai, estime que le nombre de disparus dans sa seule ville pourrait atteindre 10.000. Les recherches sont ralenties par des chutes de neige et le froid dans le nord. Quelque 80.000 soldats, policiers et personnels de secours ont été mobilisés pour venir en aide à plus de 500.000 sinistrés.

Rapatriements. Le gouvernement français a décidé d'affecter deux avions supplémentaires au rapatriement de Français résidant au Japon. Selon le Premier ministre, François Fillon, il restait un peu plus de 2.000 Français à Tokyo, contre 5.000 en temps normal et 9.000 pour tout l'archipel. « *Compte tenu de l'évolution possible de la situation, il est recommandé aux Français de Tokyo de quitter la région pour le sud du pays ou pour la France* », explique le ministère des Affaires étrangères sur son site internet. L'ambassade de France à Tokyo invite pour sa part les Français et leurs conjoints et enfants souhaitant profiter du dispositif d'aide au retour depuis Tokyo à se présenter à 11h00 (02h00 GMT) à l'aéroport de Narita. « *L'aide au retour depuis Osaka sera organisée vraisemblablement le 18 mars* », ajoute l'ambassade sur son site internet. Un avion affrété par les autorités françaises avait atterri en début de journée à Paris avec 185 passagers considérés comme « *prioritaires* ». Air France a augmenté les capacités de ses deux vols quotidiens Paris-Tokyo.

Le gouvernement français redoute le « *pire des scénarios* » avec un impact « *supérieur* » à Tchernobyl, mais Nicolas SARKOZY a réaffirmé la « *pertinence* » du choix nucléaire français et écarté tout référendum sur son avenir. Le Président de la République a présidé une réunion interministérielle avec François FILLON, Christine LAGARDE, Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET et Eric BESSON. Ces deux derniers ont été auditionnés à l'Assemblée avec les représentants de la filière nucléaire. M. SARKOZY a affirmé que le gouvernement tirerait « *les enseignements de l'accident de Fukushima à travers une revue complète des systèmes de sûreté de nos centrales nucléaires* ». « *Ce travail sera rendu public, le gouvernement s'y engage* », a-t-il assuré. Le Président a également confirmé que la France réunirait « *dans les prochaines semaines* » les ministres de l'Economie et de l'Energie du G20 « *afin d'échanger sur les grandes options énergétiques pour le monde de demain* ». Le Premier ministre doit intervenir au 20h de TF1 ce jeudi soir.

Nucléaire : référendum, moratoire ? Les anti-nucléaire emmenés par le réseau « *Sortir du Nucléaire* » et des écologistes, demandent un référendum sur le nucléaire et proposent un plan de sortie du nucléaire sur 20 ans. Pour Martine AUBRY, « *Pour qu'il ya ait un référendum, il faut savoir quelle question poser* ». Le PS demande un moratoire sur le nucléaire et un audit sur toutes les installations françaises.

MONDE

Libye : KADHAFI avance plus vite que la diplomatie. Le Conseil de Sécurité de l'ONU devrait adopter une recommandation imposant une zone d'exclusion aérienne, ce jeudi. Nicolas SARKOZY a appelé le Conseil de sécurité à prendre ses responsabilités pour mettre fin aux « *actions meurtrières* »

de Mouammar KADHAFI. Selon l'un de ses fils, les forces régulières libyennes auront repris le contrôle de tout le pays dans les prochaines heures. Alain JUPPE a souligné que la résolution présentée au conseil de sécurité « *élargit le champ des sanctions et ouvre la voie à l'utilisation des moyens nécessaires pour stopper l'offensive de Kadhafi* ». Dans un billet intitulé « *Notre honneur* » posté sur son blog, il a en outre estimé que la première condition, « *le soutien mais aussi la participation effective de pays arabes* » est « *en voie d'être remplie* ». Alain Juppé a précisé le credo de Paris qui prône depuis quinze jours des frappes ciblées destinées à clouer au sol l'aviation libyenne, réduite à 17 appareils de combat et des hélicoptères selon des députés de la majorité.

Israël relève le niveau d'alerte de la police. Après l'assassinat de cinq Israéliens (les parents et trois enfants, dont un bébé, poignardés à mort dans leur lit) dans la colonie d'Itamar (Cisjordanie) et a donné son feu vert à la construction de centaines de logements dans ce territoire palestinien. Le Premier ministre palestinien avait condamné « *clairement et fermement* » ce massacre.

Reconnaître l'Etat palestinien ? Auditionné devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, le Ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères et européennes, Alain JUPPE a déclaré : « Reconnaître l'Etat palestinien tout seul, cela ne sert à rien. Il faut le faire ensemble », avec les autres pays de l'Union européenne. Pour le chef de la diplomatie française, « Nous n'en sommes pas là mais personnellement, je pense que c'est une hypothèse qu'il faut avoir en tête ». Depuis la fin de l'année dernière, plusieurs pays d'Amérique latine ont reconnu unilatéralement l'Etat palestinien. Le Brésil, d'abord, puis l'Argentine, la Bolivie, l'Equateur, le Chili et le Pérou ont pris une telle décision. L'Uruguay devrait faire de même dans le courant de l'année 2011.

Hillary CLINTON en Egypte. La secrétaire d'Etat américaine est au Caire pour y soutenir une transition démocratique. Les Egyptiens sont appelés, ce samedi, à se prononcer, par référendum, sur une réforme de la Constitution, afin d'ouvrir la voie à des élections et au retour d'un pouvoir civil dans le pays. Cependant, seule la puissante confrérie islamiste des Frères musulmans, le plus organisé des mouvements d'opposition, a appelé à voter "oui", les autres formations jugeant les amendements constitutionnels insuffisants.

STOP ! Le président afghan Hamid KARZAI a demandé à ses alliés l'OTAN « avec honneur et humilité, et sans arrogance » de cesser toutes leurs opérations militaires dans le pays, lors d'un discours dans l'est du pays, où les soldats étrangers sont accusés d'avoir tué plusieurs dizaines de civils récemment. C'est la première fois que M. KARZAI, porté au pouvoir par l'Occident à la fin 2001 mais qui ne cesse de dénoncer les victimes civiles des bavures de la force de l'Otan, réclame une mesure aussi radicale à ses alliés.

Bahreïn. L'opposition conduite par les chiites a crié à l' « *occupation étrangère* » après l'arrivée de troupes de la force commune des pays du Golfe, venues aider à rétablir l'ordre alors que s'intensifie la contestation visant la dynastie sunnite des Al-KHALI FA. Ryad a indiqué avoir « *répondu à une demande de soutien de Bahreïn* », tandis que les Emirats arabes unis ont annoncé l'envoi de troupes pour « *contribuer à préserver l'ordre et la stabilité* » dans ce pays voisin.

EUROPE

Renforcement des défenses financières européennes. Les chefs d'Etat et de gouvernement des 17 pays de l'Euro se sont mis d'accord pour porter à 440 milliards d'euros les ressources effectives de leur actuel Fonds de secours financier, dit « *Facilité européenne de stabilité financière* » (FESF). Les dirigeants ont également décidé que le mécanisme permanent de crise qui lui succèdera à partir de mi-2013, le « *Mécanisme permanent de stabilité* », sera doté de 500 milliards d'euros.

Un « Pacte pour l'euro ». L'accord a été possible grâce à un accord de principe trouvé en parallèle sur ce pacte, qui prévoit que les pays de l'Union monétaire renforcent leur compétitivité en réformant leurs économies et leurs systèmes de retraite si nécessaire, en s'engageant à limiter déficits et dette et en prônant la modération salariale dans le secteur public. Ce qui inquiète les syndicats européens.

Une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés ? Cela pourrait constituer un moyen de garantir la cohérence entre les régimes fiscaux nationaux. « *La France est très satisfaite que dans le Pacte il soit prévu spécifiquement un impératif de coordination en matière fiscale* » et la proposition de la Commission « *est une première étape extrêmement importante* », a souligné M. SARKOZY.

Kezako ? Les bénéficiaires des entreprises seraient taxés selon une base commune et leurs déclarations pourraient être déposées de manière consolidée auprès d'un guichet unique. « *L'objectif est de réduire considérablement la charge administrative, les coûts de mise en conformité et les incertitudes juridiques auxquels les entreprises de l'Union doivent actuellement faire face* », assure

Bruxelles. Son adoption requiert l'unanimité au Conseil. D'après les estimations de la Commission, les entreprises pourraient économiser 700 millions d'euros de coûts de mise en conformité.

Le « non » irlandais. Opposition farouche de l'Irlande, qui y voit le premier pas vers une harmonisation des taux dont elle ne veut pas. Le projet est en effet relancé en plein bras de fer entre Dublin et ses partenaires européens, Paris et Berlin en tête, concernant la fiscalité des entreprises dans l'île, que beaucoup considèrent trop faible et déloyale.

Budget ceinture. Le Conseil de l'Union européenne entend réduire le budget 2012 de 4,4% par rapport à 2011. Le Conseil de l'Union européenne, dont le secrétariat général prépare et organise les délibérations ministérielles des 27 et les sommets des chefs d'Etat et de gouvernement, montre l'exemple aux autres institutions de l'Union. Il veut réduire de 4,4 % son budget 2012 par rapport à celui de 2011, ce qui représenterait une économie de 25 millions d'euros. 8 millions seront épargnés sur les coûts d'interprétation et 7 millions sur les dépenses de voyage.

L'Alsacienne. La France, qui conteste la légalité d'une décision du Parlement européen remettant partiellement en cause son siège à Strasbourg, va saisir la Cour de Justice de l'UE.

OGM : la Commission doit encore revoir sa copie. Les gouvernements ont une nouvelle fois recalé ses propositions pour autoriser les cultures de plantes OGM et ont insisté sur les inquiétudes manifestées par l'opinion publique. La Commission suggère de laisser aux Etats la décision d'autoriser ou non la culture sur leur territoire.

La Grèce n'a pas encore touché le fond. L'économie de la Grèce va se dégrader plus longtemps que prévu, a estimé le FMI, indiquant qu'elle devrait toucher le fond au second semestre. Selon le FMI, l'économie reste pénalisée par un euro surévalué de 20 à 34 %.

Fonctionnaire européen. Concours annuel de recrutement pour la carrière d'administrateur. 300 lauréats. Candidatures en ligne : www.eu-careers.eu jusqu'au 14 avril, à 12h.

AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

La Côte d'Ivoire s'enfoncé. Si Alassane OUATTARA a enregistré une victoire diplomatique, à l'intérieur la situation reste la même : installé au palais présidentiel, M. GBAGBO garde le contrôle de l'appareil d'Etat et de l'armée. L'Union africaine ne dit pas par quel moyen elle compte faire respecter des décisions censées être « *contraignantes* ». M. OUATTARA a pu rentrer à Abidjan, mais au lendemain d'une offensive de militaires fidèles à son rival, qui a fait au moins une dizaine de morts dans le quartier populaire d'Abobo. Depuis mi-février, la crise post-électorale a déjà fait près de 400 morts, selon l'ONU. Le secrétaire général de la Francophonie, Abdou DIOUF, a appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à « *prendre ses responsabilités* ».

Les Nigériens ont voté dans le calme pour élire un président civil après un an de pouvoir militaire. Le second tour de la présidentielle doit départager l'opposant historique Mahamadou ISSOUFOU, 59 ans, et l'ancien Premier ministre Seïni OUMAROU, 60 ans.

Madagascar. Le Premier ministre, Camille VITAL, qui avait remis sa démission au nom de la nécessaire formation d'un gouvernement de consensus, a été reconduit dans ses fonctions.

France - Mexique. La Cour suprême s'est déclarée « *compétente* » pour examiner le recours en révision du procès de Florence CASSEZ, condamnée à 60 ans de prison pour enlèvements.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Nicolas SARKOZY ne veut pas voter à gauche. « On ne va pas commencer à appeler à voter pour la gauche ! », a déclaré le Président, qui a regretté que certains, comme le président du Sénat Gérard LARCHER ou Nathalie KOSCIUSKOMORIZET, aient appelé à voter PS en cas de duels.

Christian JACOB confirme. Sans surprise, le bureau politique de l'UMP a confirmé que le parti maintiendra ses candidats au second tour en cas de triangulaire avec le Front national. « *La droite républicaine n'a jamais été prise en défaut de quelque alliance que ce soit et j'aimerais bien que madame Aubry prenne les mêmes engagements avec l'extrême-gauche...* », explique le patron des députés UMP, Christian JACOB. En cas d'élimination du candidat UMP au premier tour et de duel PS/FN, il n'y aura « *pas d'alliance avec le FN, et pas de front républicain* ».

Martine AUBRY répond : « *C'est leur responsabilité. Vous savez, c'est un peu le pompier pyromane. Ils ont mis le feu en espérant que, le Front national montant, ça ferait baisser la gauche. Et maintenant ils disent: il faut mettre de l'eau sur le feu. Eh bien nous, nous faisons en sorte que le feu ne s'allume pas* ». Quant à d'éventuels désistements socialistes en cas de triangulaire PS-UMP-FN, « *ceux qui parlent de ça sont ceux qui ont tout fait pour que le Front national augmente* », a-t-elle affirmé ajoutant, « *on n'a pas de leçon de République à recevoir de l'UMP'* ».

Quels risques ? Le nombre de triangulaires serait compris entre 30 et 70, pour l'essentiel dans les départements de Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes ou en Alsace. Dans cette dernière région, des triangulaires sans représentant de la gauche, avec un candidat UMP, un autre candidat de droite et un candidat FN seraient envisageables.

Le FN pas extrême-droite ? C'est ce que dit sa présidente, Marine LE PEN, en demandant dans une déclaration à l'AFP que le « *terme d'extrême droite ne soit plus utilisé* » pour qualifier son parti, et remplacé par « *FN ou droite nationale* ». Selon TNS Sofres, Marine LE PEN est aux yeux de 46 % des sondés plutôt la représentante d'une extrême droite nationaliste et xénophobe et pour 38 %, plutôt celle d'une droite patriote attachée aux valeurs traditionnelles. 16 % sont sans opinion.

28 % des Français (+ 6 points) sont d'accord avec les idées du FN, alors que 61 % n'y adhèrent pas, soit un recul de 11 points, selon TNS Sofres pour la matinale de Canal +. C'est le niveau de mai 2002, lorsque M. LE PEN s'était qualifié pour le second tour de la présidentielle.

Marien LE PEN, présidentiable. 7 Français sur 10 estiment « *probable* » sa participation au 2nd tour de la présidentielle, selon Viavoix pour Libération. 19 % de sondés « *souhaitent* » qu'elle soit présidente de la République (77 % ne le souhaitent pas), 30 % considèrent qu'elle « *aurait de grandes chances d'être élue présidente de la République* ». Ce score la place au 4^e rang des présidentiables. Dominique STRAUSS-KAHN arrive très largement en tête, 67 % des sondés estimant qu'il aurait de « *grandes chances d'être élu président* » (30 % pensant le contraire). En 2^e position arrive Nicolas SARKOZY avec un pronostic d'être élu émis par 41 % des sondés (56 % pensent le contraire), suivi de Martine AUBRY (33 % pronostiquent sa victoire contre 65 %).

2012 : FILLON appelle à l'unité derrière SARKOZY. « *Le plus grand danger pour la majorité, c'est la division. Imaginez qu'il y ait plusieurs candidats crédibles de la droite et du centre. C'est prendre le risque que la droite ne soit pas au second tour* », affirme le Premier ministre, qui insiste : « *il y a des constantes, des règles de la vie politique qui font que le président de la République sortant est, par définition, le meilleur candidat de sa famille politique* », a-t-il plaidé.

Mais la majorité des Français n'est pas d'accord... Sondage BVA pour le Nouvel Observateur. 50 % des personnes interrogées préfèrent François FILLON, soit plus de deux fois plus que ceux qui se prononcent pour Nicolas SARKOZY (22 %). 28 % ne se prononcent pas. Alain JUPPE recueille 48 % des préférences, contre 25 % pour Nicolas SARKOZY, tandis que 27 % des personnes interrogées ne se prononcent pas.

PARLEMENT – REPRISE DES TRAVAUX LE 29 MARS

Assemblée nationale

2 eurodéputés de plus. Le projet de loi prévoyant les modalités de désignation des deux eurodéputés supplémentaires auxquels la France a droit en application du Traité de Lisbonne a été adopté en commission des Lois. Ce texte, qui prévoit que l'Assemblée nationale désigne en son sein ces deux représentants supplémentaires, sera débattu en séance publique le 5 avril. Le projet de loi prévoit aussi de **rétablir la possibilité pour les Français établis hors de France de participer aux élections européennes.** Ces électeurs pourront à l'avenir participer au scrutin dans les centres de vote à l'étranger et leurs suffrages seront comptabilisés dans la circonscription Ile-de-France, dont le nombre de sièges sera augmenté en conséquence.

CONSEIL DES MINISTRES

Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques. Ce texte prévoit d'inscrire dans la Constitution trois séries de dispositions « *de nature à modifier en profondeur la gouvernance de nos finances publiques* » :

- Création d'un nouvel instrument juridique : les « *lois-cadres d'équilibre des finances publiques* ». Pluriannuelles, ces lois-cadres programmeront pour une période fixe d'au moins trois ans des objectifs de dépenses et de recettes, année après année, afin de parvenir à l'équilibre. Le Conseil constitutionnel aura la possibilité de censurer ces lois si elles sont jugées contraires à la loi-cadre.

- Inscription dans le « *droit positif le monopole des lois de finances et des lois de financement de la Sécurité sociale pour régir le domaine de la fiscalité et celui des recettes de la Sécurité sociale* ».
- Transmission systématique à l'Assemblée nationale et au Sénat des programmes de stabilité, avant qu'ils ne soient adressés à la Commission européenne dans le cadre du volet préventif du Pacte de stabilité et de croissance.

Le PS dénonce une « opération de communication ». De son côté, le groupe Nouveau Centre de l'Assemblée nationale s'est félicité d'avoir obtenu « *enfin gain de cause* ». L'adoption de ce texte nécessite l'approbation des 3/5^{èmes} du Parlement réuni en Congrès. Le Parlement devrait se prononcer d'ici l'été.

ÉCONOMIE - DÉFENSE

L'or noir. Les prix de l'essence ont battu un record historique en France, pour la 2^{ème} semaine de suite, le super sans plomb 95 dépassant 1,51 euro/litre en moyenne. Le litre de super sans plomb 95 s'est vendu à 1,5179 euro par litre TTC en moyenne. Le litre de super sans plomb 98 a atteint 1,5551 euro en moyenne. Le prix du gazole a progressé à 1,3702 euro TTC le litre. Ce carburant, le plus vendu en France (78 % de la consommation), reste encore à quelque 8 centimes de son record historique établi lors de la semaine du 30 mai 2008 à 1,4541 euro/litre.

Renault propose de réintégrer ou d'indemniser les trois cadres accusés et licenciés à tort pour espionnage industriel. Le constructeur automobile a reconnu publiquement son erreur et présenté ses excuses. « *Je me suis trompé. Nous nous sommes trompés et d'après les conclusions que nous avons entendues du procureur de Paris, il semble que nous ayons été trompés* », a reconnu son PDG, Carlos GHOSN.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Alerte au détournement de vos données bancaires. Une escroquerie, dont sont victimes nos ressortissants, a été signalée dans différents pays : de faux ordres de virement sont passés à leur banque en France, grâce à des photocopies de leur passeport et de leurs relevés bancaires obtenus frauduleusement. C'est le cas en particulier au Gabon où le consulat invite nos compatriotes à la plus grande vigilance (http://ambafrance-ga.org/france_gabon/spip.php?article407).

SANTÉ – SOCIÉTÉ

Les délits routiers graves ont flambé en janvier et février 2011 par rapport à 2010, notamment pour les grands excès de vitesse (+ 55,75 %) et la conduite sous l'effet de l'alcool et/ou des stupéfiants (+ 16,42 %), a annoncé l'Observatoire de la délinquance

BOUBAKEUR fait la paix avec COPE. Le recteur de la Grande Mosquée de Paris, Dalil BOUBAKEUR, a reçu le secrétaire général de l'UMP Jean-François COPE, qui « *l'a assuré des bonnes intentions du débat sur la laïcité* ». M. BOUBAKEUR « *a rappelé* » à M. COPE « *la vive inquiétude des musulmans sur les dérapages concernant l'islam* ».

CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

A-musée-vous ! 26 millions de visiteurs dans les musées nationaux « *quasi stable* » en 2010 pour la 3^{ème} année consécutive. Seul le château de Versailles attire plus de monde en hausse (+8 %). Le musée du Centre Pompidou et le musée du quai Branly accusent une baisse de 11 %. Le Louvre est en léger repli de 1 %, tout comme le musée d'Orsay, en travaux.

CARNET

Nominations au Cabinet d'Alain JUPPE au Quai d'Orsay

Pierre BOUSSAROQUE, ancien conseiller diplomatique de Rachida DATI Place Vendôme, conseiller pour les affaires juridiques, judiciaires et les Droits de l'Homme. **Arnaud MENTRE**, serait chargé des Affaires stratégiques et de sécurité. **Alexis DUTERTRE** resterait conseiller questions européennes, Balkans et CEI. **Nicolas KASSIANIDES**, conseiller Afrique du Nord, Proche et Moyen-Orient. **Jérôme BRESSON**, conseiller Afrique, conserverait ses fonctions.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** r.delpicchia@senat.fr